



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

ARRIVE LE

10 DEC. 2015

DDT des Yvelines
SPACT/Secrétariat

Direction régionale
des affaires culturelles d'Île-de-France

Service territorial de l'architecture et du
patrimoine des Yvelines

Affaire suivie par : Marie-José Doubroff
Tél : 01 39 50 50 26
Courriel : marie-josee.doubroff@culture.gouv.fr

Réf : MJD/CG/n° 15- **815**
P.J. : Extrait atlas des patrimoines servitudes MH

Versailles, - 9 DEC. 2015

L'architecte des bâtiments de France
Adjointe au chef du Service territorial de
l'architecture et du patrimoine des Yvelines

à

Direction départementale des territoires
SPACT / Planification
35 rue de Noailles – BP 1115
78011 VERSAILLES cedex

Objet : BAZEMONT – Révision du PLU
Porter à connaissance

À la suite de votre consultation portant sur la révision du Plan Local d'Urbanisme cité en objet, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le territoire de la commune de Bazemont est affecté par les servitudes suivantes :

I. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE – PATRIMOINE CULTUREL

a) Monuments historiques

• **Édifices inscrits**

- **Église Saint-Illiers** : inscription par arrêté du 2 décembre 1933.
- **Château (ancien)** : Façades et toitures du château et salle basse voûtée ; façades et toitures des communs ; sol de la cour ; fontaine pyramidale (cad. 1952 H 170, 171) : inscription par arrêté du 19 octobre 1965.

Pour rappel, les travaux exécutés dans le champ de visibilité d'un immeuble protégé au titre des monuments historiques dispensés d'autorisation ou de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, restent soumis à autorisation au titre du code du patrimoine (hors travaux d'entretien) en application de l'article L.621-32 II.

Le décret n°2014-1314 du 31 octobre 2014 formalise la demande d'autorisation préalable au titre du code du patrimoine pour la réalisation de travaux non soumis à formalité au titre du code de l'urbanisme (articles R.621-96 à R.621-96-18 du code du patrimoine).

Les travaux concernés par cette autorisation spéciale sont essentiellement des travaux d'infrastructure terrestre, maritime ou fluviale (voies, ponts, ports, aéroports), des travaux affectant les espaces publics (création d'une voie, aménagement d'un espace public...), des travaux dispensés de formalité au titre du code de l'urbanisme en application d'un seuil de superficie ou de hauteur ou encore des coupes et abattages d'arbre.

II. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

a) Inventaire général

La commune de Bazemont a fait uniquement l'objet d'un repérage au titre du pré inventaire des jardins remarquables (dossier documentaire consultable sur le site : <http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/patrimoine/>) :

– **Jardin du Roncey**

b) Patrimoine rural non protégé

L'ouvrage « Le patrimoine des communes des Yvelines » aux éditions Flohic relève sur la commune de Bazemont, outre l'église et l'ancien château, l'abreuvoir (8 rue de l'Aulnay) la Comédie, le four à chaux (rue de la Vallée Rogère), le lavoir (rue Renoulette), la chapelle du château de Sainte-Colombe, la grille et le carillon du 35 rue de l'Aulnay.

Ces édifices représentent un patrimoine d'intérêt historique, architectural ou lié à l'histoire locale.

Leur identification au titre de l'article L.123-1-5. III.2° du code de l'urbanisme est souhaitable.

Cette protection pourra être accompagnée de prescriptions ou recommandations architecturales (articles 11 du règlement ou document en annexe) et s'étendre à d'autres édifices.

Le but est d'accompagner l'évolution et la mise en valeur de ces édifices, et de s'assurer qu'ils ne risquent pas d'être dénaturés et de perdre les caractéristiques architecturales garantes de leur valeur et de leur authenticité.

c) Caractéristiques particulières du bâti et des paysages

• Territoire urbanisé

Le règlement et la délimitation des zones s'attacheront à valoriser et à préserver les structures générales du bâti en matière d'implantations, formes et volumes, matériaux, mises en œuvre et teintes, proportions et dimensions des percements, simplicité des clôtures.

En complément des prescriptions pouvant être définies pour les édifices repérés à l'article L.123-1-5.III.2°, il est souhaitable que le règlement comporte un volet spécifique à la réhabilitation du bâti ancien, sans ambiguïté sur la nature des matériaux envisageables notamment en couvertures (impact paysager très fort), façades, menuiseries et clôtures.

L'introduction de techniques nouvelles ou liées aux énergies renouvelables devra être prévue dans le règlement, en orientant vers une intégration architecturale tenant compte des caractéristiques des paysages et du bâti existant.

• Territoire rural

Le règlement et la délimitation des zones s'attacheront à préserver les structures remarquables du paysage rural (relief, bois, prairies, haies, arbres, ...) et à assurer leur pérennité.

Les perspectives et vues lointaines vers (et depuis) les principaux points d'intérêt paysager (Église, Ancien château, la vallée Rogère, les Rouasses, les Fonceaux...) devront être répertoriées et retranscrites dans les documents graphiques et écrits du PLU. La délimitation du zonage en tiendra compte de manière à éviter des implantations ou aménagements qui contrediraient ces vues proches ou lointaines.

Il conviendra d'étudier l'insertion paysagère des nouveaux bâtiments agricoles autorisés.

III. ASSOCIATION A LA RÉVISION DU P.L.U. : oui

L'architecte des bâtiments de France
Adjointe au chef du STAP des Yvelines


Corinne GUYOT

Copies à : Monsieur le Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie
DRAC Ile de France / S.R.A. et Service Architecture
DRIEE Ile de France / SBPRN / Pôle Paysages et sites